

Eine andere Jagd ist möglich!

Dass die Jagd beibehalten werden soll, darüber war sich eine breite Mehrheit der TeilnehmerInnen am Hearing in der Chamber einig. Dass das Jagdgesetz tiefgreifend modernisiert werden muss, dafür schälte sich ebenfalls eine Mehrheit heraus - wenn auch nicht die gleiche. Am vergangenen Montag legten ExpertInnen und NGOs, eingeladen von der Umweltkommission, ihre Standpunkte dar. "Exemplarisch für partizipative Demokratie" nannte Kommissionspräsident Roger Negri, das von grünen Abgeordneten angeregte Hearing im Vorfeld der Orientierungsdebatte zur Jagd.

Wie zu erwarten, gab es die größten Meinungsverschiedenheiten in der Frage der Wildfütterung. Die der Jägerschaft nahe stehenden Organisationen erläuterten die mannigfaltigen Vorteile einer Fütterung: Notzeiten überbrücken, das Wild von den Feldern ablenken, es zwecks Bejagung anlocken. Doch ExpertInnen, Naturschutz- und Tierschutzorganisationen lehnten die derzeit stattfindende massive Fütterung einhellig ab. Einzig bei der Lockfütterung waren die Standpunkte nuancierter.

Bei der Fütterung, wie bei den meisten anderen Themen, merkten die radikaleren unter den Tierschutzorganisationen an, es handle sich um einen "faux débat". Eigentlich habe der Mensch gar nicht das Recht, über Leben und Tod anderer Wesen zu bestimmen. Die Jagd sei in diesem Sinne ein Verbrechen gegen die Tiere und gegen die Menschenwürde. Den BiologInnen und manchen NaturschützerInnen bereitet dagegen ein anderer Aspekt der Freizeitjagd schlaflose Nächte: Das Aussetzen nicht einheimischer Tierarten wie Muffel- und Damwild. Auch die Einführung von Hirschen aus Osteuropa wird abgelehnt - sie verfälsche das Genmaterial der heimischen Tiere. Schließlich wurde auch die Frage diskutiert, ob künftig bestimmte Grundstücke von der Jagd ausgeschlossen werden können, wenn ihre BesitzerInnen das wünschen. Hier besteht dringend Handlungsbedarf, neigt doch die Rechtsprechung dazu, die derzeit gültige Regelung als nicht vereinbar mit den Grundrechten anzusehen.

Die Chamberkommission wird sich nun mit der Auswertung des Hearings und den mehrere hundert Seiten umfassenden schriftlichen Eingaben befassen. Anders als man vor ein paar Jahren hätte erwarten können, gibt es einen politischen Konsens darüber, das Jagdgesetz nicht nur punktuell anzupassen, sondern tiefgreifend zu reformieren. Dazu dürften sowohl die Sensibilisierungskampagnen diverser Tierschutzorganisationen als auch die Sturheit der Jägerschaft beigetragen haben.

Kritische Geschichtsforschung: ein heißes Eisen

Das 'saint-paul'-Imperium hat wieder zugeschlagen: In der aktuellsten Ausgabe der 'Hémecht' wurde von den 'éditions saint-paul' einem Artikel eine Distanzierung vorangestellt. Zu den Beiträgen verschiedener HistorikerInnen, die in Folge der 'Premières assises de l'historiographie luxembourgeoise' in diesem Band vereinigt sind, gehört auch einer des Geschichtsforschers Denis Scuto. Unter dem Titel 'Mémoire et histoire de la Seconde Guerre mondiale au Luxembourg: réflexions sur une cohabitation difficile' analysiert der Autor das schwierige Verhältnis zwischen offizieller Erinnerungskultur und wissenschaftlicher Geschichtsschreibung. Dabei bezieht er sich auch auf die These von Benoît Majerus, der nationale Diskurs zur Luxemburger Resistenz im Zweiten Weltkrieg habe sich um ein Triptychon von Mythen aufgebaut: "la démolition de la Gëlle Fra, le soi-disant référendum du 10 octobre 1941 et la soi-disant grève générale d'août-septembre 1942". Die wissenschaftliche Dekonstruktion offizieller Erinnerungspolitik scheint in Luxemburg immer noch ein heißes Eisen zu sein, zumindest für die 'éditions saint-paul', die Scutos Artikel mit folgendem Zusatz Werbung verschafften: "Les éditions saint-paul ne partagent pas les conclusions de l'auteur Denis Scuto sur un sujet particulièrement délicat de notre histoire nationale et restent sensibles aux sentiments d'incompréhension éventuels d'un certain nombre de nos compatriotes. Nous publions néanmoins la contribution en question parce qu'elle fait partie intégrante de l'ensemble des communications du colloque qui a eu lieu à l'Université."

*Nouveau sigle,
l'Europe et l'avenir
de la social-démocratie ...
Tant de sujets d'avenir
pour ce jeune vice-président
du LSAP qui vient
de rempiler pour un second
mandat dans la direction
de son parti.*

(photo: Christian Mosar)



SOCIALISTES

"Représenter l'ensemble du salariat"

woxx: *Au dernier congrès, il y a eu une initiative pour se débarrasser du "A" dans le sigle du parti. Le LSAP a-t-il un malaise par rapport aux ouvriers?*

Yves Cruchten: Ce débat était inévitable. Depuis 1999, le parti a connu un changement au niveau des personnalités, il s'est doté d'un nouveau programme fondamental. Au niveau européen, les partis sociaux-démocrates élaborent également une vision commune. Notre parti est en mutation permanente. Il a déjà connu plusieurs appellations. J'ai bien aimé l'initiative de dimanche dernier, même si après coup je regrette que la presse n'ait vu que ça et que le message du congrès soit plutôt passé inaperçu. On doit mener un travail de réflexion sur l'image du parti. Mais je ne pense pas que les ouvriers se sentent mal représentés par le LSAP. Le nom du parti doit représenter l'ensemble du salariat. Le changement de nom est à la longue inévitable. Encore faudra-t-il bien le préparer.

A propos de vision, c'est quoi justement la social-démocratie d'aujourd'hui?

Nous nous posons cette question depuis une vingtaine d'années! Déjà, il s'agit de se défaire de l'idée que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, comme disait Voltaire. Il est faux de penser que personne ne passe à travers les mailles du filet social. Il suffit de lire les rapports sur la pauvreté qui ont été présentés à la Chambre. L'ensemble de la gauche est appelé à trouver des solutions politiques. La social-démocratie d'aujourd'hui est internationale. On ne peut plus seulement se regrouper autour de nos acquis nationaux. Mais il y a d'autres sujets qui doivent aussi trouver une réponse social-démocrate, comme par exemple l'écologie. La révolution écologique doit se faire, encore faut-il la faire maintenant si on veut qu'elle ait une touche sociale. Si on attend encore 20 ans, on risque d'augmenter encore le fossé qui sépare les riches des pauvres.

La social-démocratie qui a gouverné et qui gouverne

toujours en Europe n'est-elle pas responsable de ce fossé? Dans la seconde moitié des années 90, elle était présente dans 13 des 15 gouvernements de l'Union européenne d'alors.

Je pense que les dirigeants européens n'avaient pas vraiment compris la nécessité d'une dimension sociale de l'Europe. Personne ne parlait encore du traité constitutionnel. Après les référendums en France et aux Pays-Bas, les Européens ont donné la mission aux dirigeants de réaliser également l'Europe sociale. Et le parti socialiste européen devra être le ténor de ces débats.

Cette politique sociale devrait alors être contenue dans un nouveau traité. A quoi devrait-il ressembler?

Il devra beaucoup insister sur les droits des citoyens et plus prendre en compte les aspects sociaux qui manquaient vraiment dans le texte précédent. Mais ce n'était pas une raison suffisante pour le rejeter, car il contenait de nombreuses avancées au niveau des institutions. Il était toujours possible de l'améliorer dans une phase ultérieure.

Un nouveau traité aura-t-il besoin d'un nouveau référendum?

Je reste persuadé que l'idée d'organiser un référendum était juste. Ce débat a donné une bouffée d'air à tout le monde, aux partis et aux citoyens. Si ce

traité représente un profond changement et non pas qu'une compilation des traités existants, il faudra alors reposer la question aux citoyens.

Mais malgré les aménagements, ce traité consacrait la politique libérale de l'Europe. Le "non" était en grande partie un non social qui a rejeté l'orientation économique et sociale de l'Union.

Les traités que nous avons maintenant se basent sur une conception économique de l'Europe. C'était l'idée de la prospérité par la concurrence, par un marché commun unique. En même temps, on a quand même fait beaucoup de progrès dans de nombreux domaines, comme par exemple dans l'écologie, par le biais des restrictions qui ont été imposées aux pays membres.

Qui devra rédiger la nouvelle version?

L'idée de la convention était bonne avec ce mélange d'élus, de représentants des citoyens et des pays aspirants. Et pourtant, cela a échoué. Peut-être parce qu'il y avait trop de compromis entre ceux qui ne voulaient que l'Europe économique et ceux qui voulaient également l'Europe sociale. L'idée d'une constituante élue directement me paraît très intéressante parce que très démocratique. Encore faudrait-il y inclure davantage la société civile.

Au congrès du LSAP, Alex Bodry s'en est beaucoup

pris aux Verts. Quelle en est la raison?

Il n'a pas non plus épargné le partenaire de coalition. Je pense qu'il voulait rendre attentif au fait que si les Verts disposent d'une grande vitrine médiatique, leur magasin propose par contre très peu d'articles. Ils s'étaient appropriés l'écologie et l'énergie, mais ces sujets sont maintenant occupés par tous les partis. Prenons par exemple la politique du logement. A ce sujet, on ne les entend pas. Mais cette politique a une influence directe sur la cohésion sociale et c'est pourquoi c'est un élément central pour notre parti.

Cela fait bientôt deux ans et demi que le LSAP est au gouvernement et la situation ne s'est pas améliorée dans ce domaine. C'est un peu décevant pour un élément central.

En 2004, nous en avions fait un des trois axes de la campagne. Je ne me souviens pas qu'un autre parti ait fait de même. Mais le CSV s'est une fois de plus approprié la politique du logement. Entretemps, il y a eu le constat d'échec du premier ministre et de son ministre qui est là depuis une éternité. Dans les coulisses, nous avons exercé beaucoup de pression sur le ministre. On lui rappelle à chaque conférence de presse de présenter ses propositions. On est en train d'évaluer de manière très critique ce pacte logement qui reprend de nombreuses propositions du LSAP mais qui hésite encore trop à imposer des limites au marché libre dont l'inefficacité est démontrée.

La Jeunesse démocrate et libérale a proposé d'étendre le droit de vote aux élections législatives à tous les étrangers. Qu'en pensez-vous?

Ce sera probablement inévitable. En 2020, une minorité de gens décidera pour une majorité et ce n'est pas possible pour un pays qui se veut démocratique. Je pense que la double nationalité constitue déjà une des pistes qui ouvrira certaines portes. Mais c'est un travail de plus longue haleine. On ne peut pas prendre ça à la légère et cela ne se fera probablement pas pour les élections de 2009 ou de 2014. En plus, il ne faut pas non plus oublier tous les frontaliers qui auront aussi une aspiration à certains droits.

Une autre question qui fâche, c'est celle de l'indexation des salaires. Avec l'évolution de l'inflation, la tranche pour 2008 est remise en question. Le danger était pourtant connu d'avance. Le cabrement du LSAP sur cette question ne ressemble-t-il pas à celui d'une vierge effarouchée?

Je n'étais pas présent aux négociations tripartites. Nos participants disent que ce n'était pas dans son esprit. Cette année, il y aura cette bouffée d'air que demandait le patronat et l'Etat. Le problème réside au niveau d'une formulation dans le texte de loi qui laisse des doutes quant à son appréciation. Maintenant, il y a une partie du gouvernement qui s'y oppose, tout comme les syndicats OGBL et LCGB. Je ne pense pas que le gouvernement puisse revenir sur l'esprit de la tripartite. Le LSAP en tout cas s'y opposera.

Entretien: David Wagner

Yves Cruchten

C'est au lendemain de la cuisante défaite de son parti aux élections législatives de 1999 qu'il adhère au LSAP. Un verdict populaire que ce jeune socialiste ressent comme une injustice. L'engagement du secrétaire de la commune de Steinfort au sein du grand parti qui est encore celui des travailleurs est alors intensif. Parcours obligé, il passe par les jeunesses socialistes dont il devient le secrétaire général en 2000 avant d'être porté par ses camarades, trois ans plus tard, au poste de vice-président du parti-mère, poste auquel il vient d'être confirmé ce 25 mars. Entretemps, il a su décrocher aux dernières élections locales un mandat de conseiller communal à Bascharage. Autant dire qu'il s'est bien intégré dans la social-démocratie, grâce à laquelle ce jeune père de 31 ans a même pu rencontrer son épouse finlandaise lors d'un congrès de la famille socialiste européenne à Vienne.